Duplicata

GREFFE
DU
TRIBUNAL DE COMMERCE
DE BREST

5, RUE COLBERT

29200 BREST
TEL 02 98 43 31 31

R E C E P I S S E D E D E P O T

CEGEFI CONSEILS

BP 71

29802 BREST CEDEX 9

V/REF : CEGEFI CONSEILS
N/REF : 96 B 391 / A-3242

LE GREFFIER DU TRIBUNAL DE COMMERCE DE BREST CERTIFIE
QU'IL LUI A ETE DEPOSE A LA DATE DU 30/12/2002, SOUS LE NUMERO A-3242,

ACTE S.S.P. EN DATE DU 30/11/2002
P.V. D'ASSEMBLEE DU 02/12/2002
STATUTS MIS A JOUR
CESSION DE PARTS MR BOSMANS PHILIPPE / MME CARQUET BEATRICE
DEMISSION D'UN CO-GERANT

... CONCERNANT LA SOCIETE
BLUECOM
STE A RESPONSABILITE LIMITEE
300 RUE PIERRE RIVOALON
29200 BREST

R.C.S BREST 409 966 694 (96 B 391)

LE GREFFIER

CESSION DE PARTS SOCIALES

ENTRE LES SOUSSIGNES :

- **Monsieur Philippe Charles Ernest Noël BOSMANS**, époux commun en biens de Madame Laurence GUERENBOURG,
  Demeurant 9, rue Georges Clémenceau - 29217 LE CONQUET,
  Né à PANTIN (93), le 25 décembre 1955,
  De nationalité française ;

  ci-après dénommé "le cédant",

D'UNE PART,

ET :

- **Madame Béatrice CARQUET**, épouse commune en biens de Monsieur Michel COCHARD,
  Demeurant 37 bis, rue du Cloître - 29280 PLOUZANE,
  Née à BREST (29), le 28 novembre 1966,
  De nationalité française ;

  ci-après dénommée "le cessionnaire",

D'AUTRE PART,

IL A ETE EXPOSE ET CONVENU CE QUI SUIT

Suivant acte sous seing privé, en date à BREST du 22 novembre 1996, enregistré à la recette de BREST PONANT, le 26 novembre 1996, Bordereau 369/1, il a été constitué sous la dénomination "BLUECOM", une Société à Responsabilité Limitée. Son siège social est fixé au 300, rue Pierre Rovoalon - 29200 BREST.

La société est gérée par Madame Béatrice COCHARD et Monsieur Philippe BOSMANS.

Elle est immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de BREST, sous le numéro 409 966 694.

Suite aux augmentations de capital intervenues les 6 novembre 1998 et 29 novembre 2001, le capital social est fixé à CINQUANTE MILLE (50 000) EUROS et divisé en MILLE CINQ CENTS (1 500) parts sociales de valeur égale.

LB PM

BC BC

PRIX ARTICLE 31
ARTICLE 31 C.G.I.
ARRÊTÉ DU 20 MARS 1958

Suite à la cession de parts sociales intervenue le 22 décembre 1997, les parts sociales appartiennent à :

- Madame Béatrice COCHARD, propriétaire de	750 parts
- Monsieur Philippe BOSMANS, propriétaire de	750 parts

L'article 10 I. des statuts précise notamment que "les cessions de parts se font par acte notarié ou sous seing privé. Pour être opposables à la société, elles doivent lui être signifiées par exploit d'huissier ou être acceptées par elle dans un acte notarié, ou faire l'objet d'un dépôt d'un original au siège social contre remise par le gérant d'une attestation de dépôt. Pour être opposables aux tiers, elles doivent, en outre, avoir été déposées au Greffe, en annexe au Registre du Commerce et des Sociétés.

Les parts sont librement cessibles entre associés."

Cet exposé terminé, il est passé comme suit à la cession de parts sociales, objet des présentes :

CESSION DE PARTS SOCIALES

Par la présente, Monsieur Philippe BOSMANS cède et transporte, sous les garanties ordinaires et de droit en pareille matière, TROIS CENT SOIXANTE QUINZE (375) parts sociales lui appartenant dans la société, numérotées de 301 à 675, au profit de Madame Béatrice COCHARD, qui accepte.

PROPRIETE ET JOUISSANCE

Par la présente, Madame Béatrice COCHARD devient propriétaire des parts cédées et des droits qui y sont attachés à compter du 1er décembre 2002. Elle en aura la jouissance à compter du même jour et aura seule droit à la fraction du bénéfice de l'exercice en cours attachée auxdites parts.

Elle sera subrogée dans tous les droits et obligations liés aux parts qui lui ont été cédées.

PRIX

La présente cession est consentie et acceptée moyennant le prix global et forfaitaire de QUINZE MILLE DEUX CENT QUARANTE CINQ (15 245) EUROS pour les 375 parts cédées.

Le prix des parts sera payable par Madame Béatrice COCHARD comme suit :

- versement ce jour comptant de la somme de TROIS MILLE HUIT CENT ONZE EUROS ET VINGT CINQ CENTIMES (3 811,25 Euros), laquelle somme Monsieur Philippe BOSMANS reconnaît avoir reçu ce jour, ce dont il lui donne ici bonne et valable quittance sous réserve de l'encaissement du solde de sa créance ;

- le solde, soit ONZE MILLE QUATRE CENT TRENTE TROIS EUROS ET SOIXANTE QUINZE CENTIMES (11 433,75 Euros), payable en 3 mensualités constantes de TROIS MILLE HUIT CENT ONZE EUROS ET VINGT CINQ CENTIMES (3 811,25 Euros) chacune. La première échéance est fixée au 31 décembre 2002, la deuxième au 30 janvier 2003 et la dernière au 28 février 2003.

LB PG

BC BC

AUTORISATION DE CESSION - MODIFICATION DES STATUTS

Aucun agrément n'est requis puisque, conformément à l'article 10 des statuts, les cessions de parts sociales sont libres entre associés. Les statuts seront modifiés en conséquence.

AUTORISATION DU CONJOINT COMMUN EN BIENS DU CEDANT

Madame Laurence GUERENBOURG, épouse commune en biens de Monsieur Philippe BOSMANS, avertie par la lecture qui vient de lui être faite de la cession de parts sociales consentie par son conjoint, déclare y donner son consentement.

AVIS DONNÉ AU CONJOINT COMMUN EN BIENS DU CESSIONNAIRE

Monsieur Michel COCHARD, époux commun en biens de Madame Béatrice CARQUET, déclare avoir été informé par la lecture qui vient de lui être faite de l'acquisition de parts sociales réalisée par sa conjointe et ne pas vouloir devenir personnellement associé pour la moitié des parts acquises.

DEMISSION DE MONSIEUR PHILIPPE BOSMANS

Monsieur Philippe BOSMANS déclare démissionner de son poste de co-gérant au sein de la société "BLUECOM" avec effet au 30 novembre 2002 au soir.

DECLARATIONS DU CEDANT ET DU CESSIONNAIRE

Les cédant et cessionnaire déclarent :

- confirmer les énonciations figurant en tête des présentes concernant leur identité,
- qu'ils disposent de la pleine capacité civile,
- qu'ils sont résidents français au sens de la réglementation des changes.

De son côté, le cédant déclare :

- que les parts cédées sont libres de tout nantissement, saisie ou autre mesure quelconque pouvant faire obstacle à la cession, anéantir ou réduire les droits du cessionnaire,

- que la société "BLUECOM" n'est assujettie à aucune procédure collective résultant de la loi du 25 janvier 1985.

DECLARATION POUR L'ENREGISTREMENT

Pour l'enregistrement, Monsieur Philippe BOSMANS déclare que les parts cédées sont représentatives d'apports en espèces et que la présente cession n'a pas comme conséquence la dissolution de la société.

NOTIFICATION A LA SOCIETE

Un original de la présente cession de parts sera déposé au siège social, contre remise par la gérante d'un récépissé, pour valoir notification à la société.

LB PB

BC RC

FRAIS

Les frais, droits et honoraires des présentes et tous ceux qui en seront la conséquence, seront supportés par le cessionnaire, à l'exception de ceux de modification des statuts qui seront à la charge de la société.

ELECTION DE DOMICILE

Les parties font élection de domicile en leur demeure respective indiquée en tête des présentes.

Fait en six originaux,

A BREST, le 30 novembre 2002.

Philippe BOSMANS
Bon pour cession de TROIS CENT SOIXANTE QUINZE (375) parts sociales

Bon pour cession de Trois Cent Soixante Quinze (375) parts sociales.

Laurence BOSMANS
Bon pour accord

Bon pour accord

Béatrice COCHARD
Bon pour acquisition de TROIS CENT SOIXANTE QUINZE (375) parts sociales
Bon pour notification à la société

Bon pour acquisition de trois cent soixante quinze (375) parts sociales.
Bon pour notification à la société

Michel COCHARD
Bon pour accord

Bon pour accord.

Enregistré à la RECETTE PRINCIPALE DES IMPOTS DE BREST-PONANT
Le 03/12/2002 Bordereau n°2002/409 Case n°6 Ext 824
Enregistrement : 732 €
Timbre : 72 €
Total liquidé : huit cent quatre euros
Montant reçu : huit cent quatre euros

Le Contrôleur

"BLUECOM"
S.A.R.L. au capital de 50 000 Euros
Siège Social : 300, rue Pierre Rivoalon - 29200 BREST
R.C.S. BREST 409 966 694

PROCES-VERBAL DES DELIBERATIONS DE L'ASSEMBLEE GENERALE

EXTRAORDINAIRE DU 2 DECEMBRE 2002

L'an deux mil deux,
Le deux décembre,
A neuf heures,

Les associés de la société **"BLUECOM"**, Société à Responsabilité Limitée au capital social de 50 000 Euros, se sont réunis au siège social 300, rue Pierre Rivoalon - 29200 BREST, en Assemblée Générale Extraordinaire, sur convocation verbale de Madame Béatrice COCHARD, gérante.

Sont présents :

- Monsieur Philippe BOSMANS, propriétaire de	375 parts
- Madame Béatrice COCHARD, propriétaire de	1 125 parts
Total des parts représentées	1 500 parts

Madame Béatrice COCHARD, en sa qualité de gérante, préside l'Assemblée.

La Présidente constate que les associés présents ou représentés possèdent ensemble l'intégralité des parts sociales, représentant au moins les trois quarts des parts sociales et qu'en conséquence l'Assemblée est habilitée à prendre toutes décisions extraordinaires.

Elle dépose sur le bureau le rapport de gérance, le projet des résolutions soumises à vote et le projet des statuts modifiés.

La Présidente rappelle à son associé qu'en sa qualité de co-gérant jusqu'au 30 novembre 2002, il a eu accès aux documents sociaux à tout moment.

Monsieur Philippe BOSMANS lui donne acte de cette déclaration.

Puis la Présidente rappelle l'ordre du jour :

- Modification de l'article 7 des statuts suite à la cession de parts sociales intervenue le 30 novembre 2002,
- Démission d'un co-gérant et quitus de sa gestion,
- Modification de l'article 28 des statuts,
- Pouvoirs pour l'accomplissement des formalités.

PM BC

Elle procède à la lecture du rapport de la gérance, du texte des résolutions soumises à vote et du projet des statuts modifiés.

La discussion est ouverte entre les associés.

Par acte sous seing privé en date du 30 novembre 2002, Monsieur Philippe BOSMANS a cédé 375 parts sociales qu'il détenait dans la société au profit de Madame Béatrice COCHARD, avec propriété et jouissance à compter du 1er décembre 2002.

Monsieur Philippe BOSMANS a démissionné de son poste de co-gérant avec effet au 30 novembre 2002 (au soir).

Il y aura lieu par conséquent de modifier les articles 7 et 28 des statuts afin d'effectuer les formalités de dépôt auprès du Greffe du Tribunal de Commerce.

Après quelques échanges de vues, les résolutions suivantes sont mises aux voix :

PREMIERE RESOLUTION

Suite à la cession de parts sociales intervenue le 30 novembre 2002 et prenant effet au 1er décembre 2002, l'Assemblée Générale Extraordinaire décide de modifier l'article 7 des statuts qui sera rédigé comme suit :

Article 7 - Capital social - Parts sociales

I - Capital

Le capital social constitué au moyen des apports ci-dessus constatés, est fixé à la somme de **CINQUANTE MILLE (50 000) EUROS** et divisé en MILLE CINQ CENTS (1 500) parts sociales de valeur égale, entièrement souscrites et intégralement libérées, portant les numéros 1 à 1 500.

II - Historique des cessions de parts sociales

Suivant acte sous seing privé en date à BREST, Finistère, du 22 décembre 1997, Monsieur Bernard STAELEN a cédé la totalité des parts sociales qu'il détenait dans la société, soit 300, au profit de Madame Béatrice COCHARD et de Monsieur Philippe BOSMANS, pour motié chacun, le tout avec propriété et jouissance à compter du 22 décembre 1997.

Suivant acte sous seing privé en date à BREST, Finistère, du 30 novembre 2002, Monsieur Philippe BOSMANS a cédé 375 parts sociales qu'il détenait dans la société au profit de Madame Béatrice COCHARD, avec propriété et jouissance à compter du 1er décembre 2002.

III - Répartition des parts

Le capital appartient par conséquent à :

- **Madame Béatrice COCHARD**, à concurrence de MILLE CENT VINGT CINQ PARTS, numérotées de 1 à 675 et de 751 à 1 200, ci — 1 125 parts

BC PB

- **Monsieur Philippe BOSMANS**, à concurrence de
TROIS CENT SOIXANTE QUINZE PARTS,
numérotées de 676 à 750 et de 1 201 à 1 500, ci 375 parts

Total égal au nombre de parts composant le capital social,
MILLE CINQ CENTS PARTS, ci 1 500 parts

Les soussignés déclarent que toutes les parts représentant le capital leur appartiennent, sont réparties entre eux dans les proportions indiquées ci-dessus correspondant à leurs droits respectifs et sont toutes entièrement libérées.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité des voix.

DEUXIEME RESOLUTION

L'Assemblée Générale Extraordinaire prend acte de la démission de Monsieur Philippe BOSMANS de ses fonctions de co-gérant, avec effet au 30 novembre 2002 (au soir) et lui donne quitus de sa gestion jusqu'à ce jour.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité des voix.

TROISIEME RESOLUTION

L'Assemblée Générale Extraordinaire décide de ne pas pourvoir au remplacement de Monsieur Philippe BOSMANS et constate, par conséquent, que Madame Béatrice COCHARD assurera seule la gérance de la société à compter du 1er décembre 2002.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité des voix.

QUATRIEME RESOLUTION

L'Assemblée Générale Extraordinaire décide en conséquence de modifier l'article 28 des statuts qui sera rédigé comme suit :

Article 28 - Nomination de la gérante

Est nommée gérante de la société pour une durée illimitée :

- Madame Béatrice COCHARD

Elle déclare accepter les fonctions qui viennent de lui être conférées, et qu'il n'existe de son chef aucune incompatibilité, ni aucune interdiction, pouvant faire obstacle à sa nomination.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité des voix.

BC PB

CINQUIEME RESOLUTION

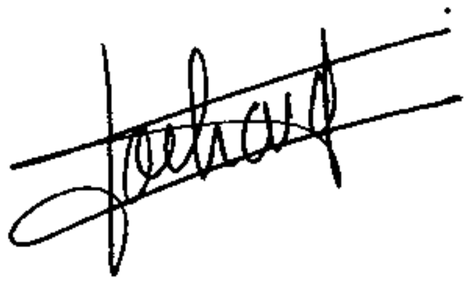
L'Assemblée Générale Extraordinaire confère tous pouvoirs à la gérante ou au porteur d'un original des présentes pour effectuer toutes formalités relatives aux décisions ci-dessus adoptées.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité des voix.

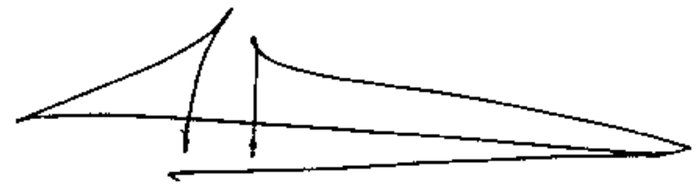
L'ordre du jour étant épuisé et personne ne demandant plus la parole, la séance est levée à dix heures.

De tout ce qui précède, il a été dressé le présent procès-verbal qui a été signé par les associés, après lecture à l'Assemblée.

Béatrice COCHARD



Philippe BOSMANS



"BLUECOM"

Société à Responsabilité Limitée au capital de 50 000 Euros

Siège Social : 300, rue Pierre Rivoalon - 29200 BREST

R.C.S. BREST 409 966 694

-=-=-=-=-=-=-=-=-=-

S T A T U T S

-=-=-=-=-=-=-

Mis à jour le 2 décembre 2002

BC

LES SOUSSIGNES :

- Madame Béatrice CARQUET
épouse de Monsieur Michel COCHARD
demeurant à BREST 1, rue Amiral Lacaze

nés savoir :
- Mme COCHARD le 28 Novembre 1966 à Brest
- M. COCHARD le 11 Septembre 1961 au Mans

Mariés sous le régime de la communauté légale à défaut de contrat de mariage préalable à leur union célébrée à Brest le 30 Juillet 1998

- Monsieur Philippe BOSMANS
époux de Madame Laurence GUERENBOURG
demeurant à LE CONQUET 9, rue Georges Clémenceau

nés savoir :
- M. BOSMANS le 25 Décembre 1955 à Pantin
- Mme BOSMANS le 7 Janvier 1958 à Sannois

Mariés sous le régime de la communauté légale à défaut de contrat de mariage préalable à leur union célébrée à Sannois le 23 Juin 1978

- Monsieur Bernard STAELEN
époux de Madame Marie-Thérèse SERY
demeurant à LE RELECQ KERHUON 16 rue du 19 Mars 1962

nés savoir :
- M. STAELEN le 15 Juillet 1952 à Quimper
- Mme STAELEN le 31 Août 1952 à St Brieuc

Mariés sous le régime de la communauté légale à défaut de contrat de mariage préalable à leur union célébrée à Quimper le 20 Avril 1979

ONT ETABLI, AINSI QU'IL SUIT, LES STATUTS D'UNE SOCIETE A RESPONSABILITE LIMITEE, QU'ILS SONT CONVENUS DE CONSTITUER

BS BC

BC PD

Article 1er - Forme

Il est formé entre les propriétaires des parts ci-après créées et de celles qui pourraient l'être ultérieurement une Société à Responsabilité Limitée. Cette société est régie par les lois en vigueur et par les présents statuts.

Article 2 - Objet

La société a pour objet, directement ou indirectement, en France et dans tous pays :

* toutes activités de prestations de services dans le domaine informatique notamment :

- les prestations de maintenance fonctionnelle ;

- les prestations relatives aux échanges de données informatisées ;

- la gestion de projets ;

- l'audit et l'étude de l'évolution de l'architecture informatique ;

* la création de logiciels ;

* accessoirement la vente de matériels informatiques ;

* la création, l'acquisition, la location, la prise à bail, l'installation, l'exploitation de tous établissements, fonds de commerce, usines, ateliers, se rapportant à l'une ou l'autre des activités ;

* la prise, l'acquisition, l'exploitation ou la cession de tous procédés et brevets concernant ces activités ;

* la participation directe ou indirecte de la société dans toutes opérations ou entreprises commerciales ou industrielles, pouvant se rattacher à l'objet social ;

* toutes opérations quelconques contribuant à la réalisation de cet objet.

Article 3 - Dénomination

La dénomination de la société est :

« BLUECOM »

Dans tous les documents de la société, cette dénomination doit être précédée ou suivie immédiatement des mots "Société à Responsabilité Limitée" ou "Entreprise Unipersonnelle à Responsabilité Limitée" selon le cas, ou les initiales "S.A.R.L." ou "E.U.R.L.", et de l'énonciation du capital social.

BC

BS

BL

PB

Article 4 - Durée - Exercice social

La durée de la société est fixée à 99 années à compter de son immatriculation au Registre du Commerce et des Sociétés, sauf prorogation ou dissolution anticipée.

L'année sociale commence le 1er Juillet et finit le 30 Juin de chaque année.

Exceptionnellement, le premier exercice social comprend le temps écoulé depuis l'immatriculation de la société au Registre du Commerce et des Sociétés jusqu'au 30 Juin 1998.

En outre, les actes accomplis pour son compte pendant la période de constitution et repris par la société seront rattachés à cet exercice.

Article 5 - Siège

Le siège social de la société est fixé au 300, rue Pierre Rivoalon - 29200 BREST.

Il peut être transféré dans la même ville par simple décision de la gérance, et partout ailleurs, en vertu d'une décision de l'Assemblée Générale Extraordinaire ou de l'Associé Unique.

La gérance peut créer des succursales partout où elle le juge utile.

Article 6 - Apports

1) Lors de la constitution de la société, il a été effectué des apports en numéraire pour la somme de 90 000 F, soit	13 720,41 Euros
2) Suivant délibérations d'une Assemblée Générale Extraordinaire du 6 novembre 1998, le capital social a été augmenté par incorporation de réserves, et par apport de numéraire, d'un montant de 60 000 F, soit	9 146,94 Euros
3) Suivant délibérations d'une Assemblée Générale Extraordinaire du 29 novembre 2001, le capital social a été augmenté, par incorporation de réserves, d'un montant de 177 978,52 F, soit	27 132,65 Euros
Total égal au montant du capital social :	**50 000,00 Euros**

BC 35 BC.
BC PR

Article 7 - Capital social - Parts sociales

I - Capital

Le capital social constitué au moyen des apports ci-dessus constatés, est fixé à la somme de **CINQUANTE MILLE (50 000) EUROS** et divisé en MILLE CINQ CENTS (1 500) parts sociales de valeur égale, entièrement souscrites et intégralement libérées, portant les numéros 1 à 1 500.

II - Historique des cessions de parts sociales

Suivant acte sous seing privé en date à BREST, Finistère, du 22 décembre 1997, Monsieur Bernard STAELEN a cédé la totalité des parts sociales qu'il détenait dans la société, soit 300, au profit de Madame Béatrice COCHARD et de Monsieur Philippe BOSMANS, pour motié chacun, le tout avec propriété et jouissance à compter du 22 décembre 1997.

Suivant acte sous seing privé en date à BREST, Finistère, du 30 novembre 2002, Monsieur Philippe BOSMANS a cédé 375 parts sociales qu'il détenait dans la société au profit de Madame Béatrice COCHARD, avec propriété et jouissance à compter du 1er décembre 2002.

III - Répartition des parts

Le capital appartient par conséquent à :

- **Madame Béatrice COCHARD**, à concurrence de MILLE CENT VINGT CINQ PARTS, numérotées de 1 à 675 et de 751 à 1 200, ci	1 125 parts
- **Monsieur Philippe BOSMANS**, à concurrence de TROIS CENT SOIXANTE QUINZE PARTS, numérotées de 676 à 750 et de 1 201 à 1 500, ci	375 parts
Total égal au nombre de parts composant le capital social, MILLE CINQ CENTS PARTS, ci	1 500 parts

Les soussignés déclarent que toutes les parts représentant le capital leur appartiennent, sont réparties entre eux dans les proportions indiquées ci-dessus correspondant à leurs droits respectifs et sont toutes entièrement libérées.

BC

Article 8 - Augmentation ou réduction de capital

Le capital social peut être augmenté de toutes les manières autorisées par la loi, en vertu d'une décision collective extraordinaire des associés.

En cas d'augmentation de capital réalisée par voie d'élévation du montant nominal des parts existantes, à libérer en numéraire, la décision doit être prise par l'unanimité des associés.

Toutefois, en cas d'augmentation du capital par incorporation de réserves, la décision est préalablement prise à la majorité prévue pour les décisions ordinaires.

Toute personne entrant dans la société à l'occasion d'une augmentation de capital et qui serait soumise à l'agrément comme cessionnaire de parts sociales en vertu de l'article 10, doit être agréée dans les conditions fixées audit article.

Si l'augmentation de capital est réalisée, soit en totalité, soit en partie, par des apports en nature, la décision des associés, constatant la réalisation de l'augmentation du capital et la modification corrélative des statuts doit contenir l'évaluation de chaque apport en nature, au vu d'un rapport annexé à ladite décision et établi sous sa responsabilité par un commissaire aux apports désigné en justice sur requête de la gérance.

Le capital peut également être réduit en vertu d'une décision collective des associés statuant dans les conditions exigées pour la modification des statuts, pour quelque cause et de quelque manière que ce soit, mais en aucun cas cette réduction ne peut porter atteinte à l'égalité des associés.

La réduction du capital social à un montant inférieur au minimum prévu par la loi ne peut être décidée que sous la condition suspensive d'une augmentation de capital destinée à ramener celui-ci au moins à ce minimum légal, à moins que la société ne se transforme en société d'une autre forme. A défaut, tout intéressé peut demander en justice la dissolution de la société ; celle-ci ne peut être prononcée si, au jour où le tribunal statue sur le fond, la régularisation a eu lieu.

Article 9 - Parts sociales

I. Représentation des parts sociales

Les parts sociales ne peuvent jamais être représentées par des titres négociables, nominatifs ou au porteur.

BL BS BC PB

Le titre de chaque associé résulte seulement des présents statuts, des actes ultérieurs qui pourraient modifier le capital social et des cessions qui seraient régulièrement consenties.

II. Droits et obligations attachés aux parts sociales

Chaque part sociale confère à son propriétaire un droit égal dans les bénéfices de la société et dans tout l'actif social. Elle donne droit à une voix dans tous les votes et délibérations.

Sous réserve de leur responsabilité solidaire vis-à-vis des tiers, pendant cinq ans, en ce qui concerne la valeur attribuée aux apports en nature, les associés ne supportent les pertes que jusqu'à concurrence de leurs apports; au-delà, tout appel de fonds est interdit.

La propriété d'une part emporte de plein droit adhésion aux statuts de la société et aux décisions collectives des associés.

Les héritiers et créanciers d'un associé ne peuvent sous quelque prétexte que ce soit, requérir l'apposition des scellés sur les biens et documents de la société, ni s'immiscer en aucune manière dans les actes de son administration. Ils doivent, pour l'exercice de leurs droits, s'en rapporter aux inventaires sociaux et aux décisions collectives des associés.

Toute augmentation de capital par attribution de parts gratuites peut toujours être réalisée nonobstant l'existence de rompus, les associés disposant d'un nombre insuffisant de droits d'attribution pour obtenir la délivrance d'une part nouvelle devant faire leur affaire personnelle de toute acquisition ou cession de droits nécessaires. Il en sera de même en cas de réduction de capital par réduction du nombre de parts.

Une décision collective extraordinaire peut encore imposer le regroupement des parts sociales en parts d'un nominal plus élevé ou leur division en parts d'un nominal plus faible, sous réserve du respect de la valeur nominale minimum fixée par la loi. Les associés sont tenus dans ce cas de céder ou d'acheter les parts nécessaires à l'attribution d'un nombre entier de parts au nouveau nominal.

III. Indivisibilité des parts sociales - Exercice des droits attachés aux parts

Chaque part est indivisible à l'égard de la société.

Les propriétaires indivis sont tenus de se faire représenter auprès de la société par un mandataire commun pris entre eux ou en dehors d'eux ; à défaut d'entente, il sera pourvu, par ordonnance du Président du Tribunal de Commerce statuant en référé, à la désignation de ce mandataire, à la demande de l'indivisaire le plus diligent.

En cas de démembrement de la propriété, et à défaut d'entente ou de convention dûment notifiée à la société, l'usufruitier représente valablement les parts démembrées pour l'exercice de tous droits sociaux.

BS - BC

BC

PB

IV. Associé unique

La réunion de toutes les parts sociales en une seule main n'entraîne pas de plein droit la dissolution de la société, qui se poursuit dans le cadre des dispositions du Titre Ier de la loi du 11 juillet 1985 sur l'"Entreprise Unipersonnelle à Responsabilité Limitée", des lois et règlements en vigueur et des présents statuts.

Article 10 - Cession et transmission de parts

I. Cession de parts

Les cessions de parts se font par acte notarié ou sous seings privés. Pour être opposables à la société, elles doivent lui être signifiées par exploit d'huissier ou être acceptées par elle dans un acte notarié, ou faire l'objet du dépôt d'un original au siège social contre remise par le Gérant d'une attestation de dépôt. Pour être opposables aux tiers, elles doivent, en outre, avoir été déposées au Greffe, en annexe au Registre du Commerce et des Sociétés.

Les parts sont librement cessibles entre associés.

Elles ne peuvent être cédées à titre onéreux ou gratuit, à quelque cessionnaire que ce soit, y compris les conjoint, ascendant ou descendant du cédant, qu'avec le consentement de la majorité des associés représentant au moins les trois quarts du capital social, cette majorité étant déterminée compte tenu de la personne et des parts de l'associé cédant.

Le projet de cession doit être notifié à société et à chacun des associés par lettre recommandée avec accusé de réception ou par acte extrajudiciaire.

Si la société n'a pas fait connaître sa décision dans le délai de trois mois à compter de la dernière des notifications, le consentement est réputé acquis.

Si la société refuse de consentir à la cession, les associés sont tenus, dans les trois mois de la notification du refus, faite par lettre recommandée avec accusé de réception, d'acquérir ou de faire acquérir les parts, moyennant un prix fixé d'accord entre les parties ou, à défaut d'accord, dans les conditions prévues à l'article 1843-4 du Code Civil.

La société peut également, avec le consentement de l'associé cédant, décider dans le même délai, de réduire son capital du montant de la valeur nominale desdites parts et de racheter ces parts au prix déterminé dans les conditions prévues ci-dessus.

Si, à l'expiration du délai imparti, la société n'a pas racheté ou fait racheter les parts, l'associé peut réaliser la cession initialement prévue.

Toutefois, l'associé cédant qui détient ses parts depuis moins de deux ans ne peut se prévaloir des alinéas précédents.

35 BC

BC PR

Les dispositions qui précèdent sont applicables à tous les cas de cessions, alors même qu'elles auraient lieu par adjudication publique, en vertu d'une décision de justice ou autrement, ou par voie de fusion ou d'apport ou encore à titre d'attribution en nature à la liquidation d'une société.

Si la société a donné son consentement à un projet de nantissement de parts sociales, soit par notification de sa décision à l'intéressé, soit par défaut de réponse dans le délai de trois mois à compter de la demande, ce consentement emportera agrément du cessionnaire en cas de réalisation forcée des parts sociales selon les dispositions de l'article 2078 - alinéa 1er du Code Civil, à moins que la société ne préfère, après la cession, racheter sans délai les parts en vue de réduire le capital. La gérance est habilitée à mettre à jour l'article des statuts relatif au capital social à l'issue de toute cession de parts n'impliquant pas le concours de la collectivité des associés.

II. Transmission de parts

En cas de décès d'un associé ou de dissolution de communauté entre époux, la société continue entre les associés survivants et les ayants droit ou héritiers de l'associé décédé, et éventuellement son conjoint survivant, ou avec l'époux attributaire des parts communes qui ne possédait pas la qualité d'associé, sous réserve de l'agrément des intéressés par la majorité des associés représentant les trois quarts du capital social.

Pour permettre la consultation des associés sur cet agrément, les héritiers, ayants droit et conjoints doivent justifier de leur qualité dans les trois mois du décès par la production de l'expédition d'un acte de notoriété ou de l'extrait d'un intitulé d'inventaire. Dans les huit jours de la réception de ces documents, la gérance adresse à chacun des associés survivants une lettre recommandée avec avis de réception faisant part du décès, mentionnant les qualités des héritiers, ayants droit ou conjoint de l'associé décédé et du nombre de ses parts, afin que les associés se prononcent sur leur agrément.

En cas de dissolution de communauté, le partage est notifié par l'époux le plus diligent par acte extrajudiciaire ou par lettre recommandée avec demande d'avis de réception à la société et à chacun des associés.

A compter de l'envoi de la lettre recommandée par la société en cas de décès ou de la réception par celle-ci de la notification en cas de dissolution de communauté, l'agrément est donné ou refusé dans les conditions prévues ci-dessus pour les cessions entre vifs.

III. Revendication par le conjoint commun en biens de la qualité d'associé

Lorsque le conjoint commun en biens revendique la qualité d'associé dans une notification à la société, postérieurement à l'apport ou à l'acquisition de parts sociales grâce à des biens communs, ce conjoint doit être agréé par la majorité des associés représentant au moins les trois quarts du capital social. Lors de la délibération sur l'agrément, l'époux associé ne participe pas au vote et ses parts ne sont pas prises en compte pour le calcul du quorum et de la majorité. La décision des associés doit être signifiée au conjoint dans les deux mois de sa demande, faute de quoi l'agrément est réputé acquis.

BS BC

BC PR

En cas de refus d'agrément notifié en temps utile, l'époux associé le reste pour la totalité des parts de la communauté. Les notifications et revendications visées par le présent alinéa sont faites par lettre recommandée avec demande d'avis de réception, la date d'expédition portée sur le récépissé postal faisant foi.

Article 11 - Décès, Interdiction, Faillite d'un associé

Le décès, l'incapacité, l'interdiction, la faillite ou la déconfiture de l'un quelconque des associés n'entraîne pas la dissolution de la société, mais si l'un de ces évènements se produit en la personne d'un gérant, il entraînera cessation de ses fonctions de gérant.

Article 12 - Gérance

I. La société est gérée et administrée par un ou plusieurs gérants, personnes physiques, associés ou non, avec ou sans limitation de la durée de leur mandat, choisis par les associés.

Le ou les gérants sont toujours rééligibles.

Les gérants subséquents sont nommés par décision des associés représentant plus de la moitié des parts sociales.

Chacun d'eux a la signature sociale, dont il ne peut faire usage que pour les affaires de la société.

II. Dans les rapports avec les tiers, les gérants sont investis des pouvoirs les plus étendus pour agir en toute circonstance au nom de la société, sous réserve des pouvoirs que la loi attribue expressément aux associés.

La société est engagée même par les actes des gérants qui ne relèvent pas de l'objet social, à moins qu'elle ne prouve que le tiers savait que l'acte dépassait cet objet ou qu'il ne pouvait l'ignorer, compte tenu des circonstances, la seule publication des statuts ne suffisant pas à constituer cette preuve.

L'opposition formée par un gérant aux actes d'un autre gérant est sans effet à l'égard des tiers, à moins qu'il ne soit établi qu'ils en ont eu connaissance.

Toutefois, les emprunts, à l'exception des crédits en banque et des prêts ou dépôt consentis par des associés, les achats, échanges et ventes d'établissements commerciaux ou d'immeubles, les hypothèques et nantissements, la fondation de sociétés et tous apports à des sociétés constituées ou à constituer, ainsi que toute prise d'intérêt dans ces sociétés, ne peuvent être faits ou consentis qu'avec l'autorisation des associés aux conditions de majorité ordinaire, sans toutefois que cette limitation de pouvoirs, qui ne concerne que les rapports des associés entre eux, puisse être opposée aux tiers.

35 BC

BC PR

Les gérants peuvent, sous leur responsabilité, constituer des mandataires, associés ou non, pour un ou plusieurs objets déterminés.

Ils peuvent déléguer les pouvoirs qu'ils jugent convenables à un ou plusieurs directeurs, associés ou non, pour assurer la direction technique et commerciale des affaires de la société et passer avec ce ou ces directeurs des traités déterminant l'étendue de leurs attributions et pouvoirs, la durée de leurs fonctions et l'importance de leurs avantages fixes ou proportionnels.

Le gérant doit consacrer tout le temps nécessaire aux affaires sociales.

III. Tout gérant, associé ou non, nommé dans les statuts ou par un acte postérieur, est révocable par décision ordinaire de la collectivité des associés prise à la majorité des parts sociales.

Tout gérant peut résilier ses fonctions, mais seulement à la clôture d'un exercice, en prévenant les associés six mois au moins à l'avance, par lettre recommandée, ceci sauf accord contraire de la collectivité des associés pris à la majorité ordinaire du capital.

En cas de cessation de fonctions par l'un des gérants pour un motif quelconque, la gérance reste assurée par le ou les autres gérants. Si le gérant qui cesse ses fonctions était seul, la collectivité des associés aura à nommer un ou plusieurs autres gérants, à la diligence de l'un des associés et aux conditions de majorité prévues à l'article 14 ci-après.

IV. En rémunération de ses fonctions et en compensation de la responsabilité attachée à la gestion, chaque gérant a droit à un traitement fixe, proportionnel ou mixte dont le montant et les modalités de paiement sont déterminés par décision collective des associés.

Article 13 - Commissaire aux Comptes

Les associés peuvent nommer un ou plusieurs commissaires aux comptes par décision collective ordinaire. Cette nomination peut en outre être rendue obligatoire par application de la règlementation en vigueur.

Article 14 - Décisions collectives

La volonté des associés s'exprime par des décisions collectives qui obligent les associés même absents, dissidents ou incapables.

Sauf dans le cas où la loi impose la tenue d'une assemblée, les décisions collectives sont prises, au choix de la gérance, en assemblée, par voie de consultation écrite, ou résultent du consentement de tous les associés exprimé dans un acte.

BC 35 BC

(a) Assemblées Générales

Toute assemblée générale est convoquée par la gérance ou, à défaut, par le commissaire aux comptes, s'il en existe un, ou encore à défaut par un mandataire désigné en justice à la demande de tout associé.

Un ou plusieurs associés représentant au moins le quart, en nombre et en capital, ou la moitié en capital, peuvent demander la réunion d'une assemblée.

Pendant la période de liquidation, les assemblées sont convoquées par le ou les liquidateurs.

Les assemblées générales sont réunies au siège social ou en tout autre lieu indiqué dans la convocation. La convocation est faite par lettre recommandée, adressée à chacun des associés, à son dernier domicile connu, quinze jours francs au moins avant la réunion.

La convocation pourra également être remise à chacun des associés dans le délai imparti contre remise d'un accusé de réception.

Cette lettre contient l'ordre du jour de l'assemblée arrêtée par l'auteur de la convocation.

L'assemblée est présidée par l'un des gérants ou, si aucun d'eux n'est associé, par l'associé présent et acceptant qui possède ou représente le plus grand nombre de parts.

La délibération est constatée par un procès-verbal contenant les mentions exigées par la loi, établi et signé par le ou les gérants, et, le cas échéant, par le président de séance. A défaut de feuille de présence, la signature de tous les associés présents figure sur le procès-verbal.

Seules sont mises en délibération les questions figurant à l'ordre du jour.

(b) Consultation écrite

En cas de consultation écrite, la gérance adresse à chaque associé, à son dernier domicile connu, par lettre recommandée, le texte des résolutions proposées ainsi que les documents nécessaires à l'information des associés. Les associés disposent d'un délai de quinze jours à compter de la date de réception du projet de résolutions pour émettre leur vote par écrit, le vote étant, pour chaque résolution, formulée par les mots "oui" ou "non".

La réponse est adressée par lettre recommandée. Tout associé n'ayant pas répondu dans le délai ci-dessus est considéré comme s'étant abstenu.

Tout associé a droit de participer aux décisions, quelle que soit leur nature et quel que soit le nombre de ses parts, avec un nombre de voix égal au nombre de parts sociales qu'il possède, sans limitation.

BC 35 BC

Tout associé peut se faire représenter par son conjoint ou par un autre associé justifiant de son pouvoir.

Les procès-verbaux sont établis sur un registre côté et paraphé ou sur des feuilles mobiles également cotées et paraphées, conformément à la loi. Les copies ou extraits de ces procès-verbaux sont valablement certifiés conformes par un gérant.

(c) Acte

Sauf dans le cas où la loi impose la tenue d'une assemblée, les décisions collectives pourront résulter du consentement de tous les associés exprimé dans un acte.

Article 15 - Décisions collectives ordinaires

Sont qualifiées d'ordinaires, les décisions des associés ne concernant ni l'agrément de nouveaux associés, ni des modifications statutaires, sous réserve des exceptions prévues par la loi.

Chaque année, dans les six mois de la clôture de l'exercice, les associés sont réunis par la gérance pour statuer sur les comptes dudit exercice et l'affectation des résultats.

Les décisions collectives ordinaires doivent, pour être valables, être acceptées par un ou plusieurs associés représentant plus de la moitié du capital social. Si cette majorité n'est pas obtenue, les décisions sont, sur deuxième consultation, prises à la majorité des votes émis, quelle que soit la portion de capital représentée.

Toutefois, la majorité est irréductible s'il s'agit de voter sur la nomination ou la révocation d'un gérant.

Article 16 - Décisions collectives extraordinaires

Sont qualifiées d'extraordinaires, les décisions des associés portant agrément de nouveaux associés ou modifications des statuts, sous réserve des exceptions prévues par la loi.

Les associés peuvent, par décisions collectives extraordinaires apporter toutes modifications permises par la loi aux statuts.

Les décisions extraordinaires ne peuvent être valablement prises que si elles sont adoptées :

- à l'unanimité, s'il s'agit de changer la nationalité de la société, d'augmenter les engagements d'un associé ou de transformer la société en société en nom collectif, en commandite simple, en commandite par actions ou en société civile ;

35 BC

BC PR

- à la majorité en nombre des associés représentant au moins les trois quarts du capital social, s'il s'agit d'admettre de nouveaux associés ;

- par des associés représentant au moins les trois quarts du capital social, pour toutes les autres décisions extraordinaires.

Article 17 - Droit de communication des associés

Lors de toutes consultations des associés, soit par écrit, soit en assemblée générale, chacun d'eux a le droit d'obtenir communication des documents et informations nécessaires pour lui permettre de se prononcer en connaissance de cause et de porter un jugement sur la gestion de la société.

La nature de ces documents et les conditions de leur envoi ou mise à disposition sont déterminées par la loi.

En outre, à toutes époque, tout associé a le droit d'obtenir au siège social, la délivrance d'une copie certifiée conforme des statuts en vigueur au jour de la demande dans les conditions prévues par la loi.

Article 18 - Convention entre la société et ses associés ou gérants

Sous réserve des interdictions légales, les conventions entre la société et l'un de ses associés ou gérants sont soumises aux formalités de contrôle et de présentation à l'assemblée des associés, prescrites par la loi.

Ces formalités s'étendent aux conventions passées avec une société dont un associé indéfiniment responsable, gérant, administrateur, directeur général, membre du directoire ou du conseil de surveillance est simultanément gérant ou associé de la société à responsabilité limitée.

Article 19 - Comptes courants

Avec le consentement de la gérance, chaque associé peut verser ou laisser en compte courant, dans la caisse de la société, des sommes nécessaires à celles-ci.

Ces sommes produisent ou non intérêts et peuvent être utilisées dans les conditions que détermine la gérance.

Les intérêts sont portés en frais généraux et peuvent être révisés chaque année.

Les comptes courants ne doivent jamais être débiteurs et la société a la faculté d'en rembourser, tout ou partie, après avis donné par écrit, un mois à l'avance, à condition que les remboursements se fassent d'abord sur le compte courant le plus élevé ou, en cas d'égalité s'opèrent également sur chaque compte.

BC BS BC

Les dépôts en compte courant sont des conventions soumises aux dispositions de l'article 18 des présents statuts.

Aucun associé ne peut effectuer de retrait sur les sommes ainsi déposées sans avoir averti la gérance au moins un mois à l'avance.

Article 20 - Inventaire

Il est dressé à la clôture de chaque exercice, par les soins de la gérance un bilan décrivant les éléments actifs et passifs, un compte de résultats récapitulant les produits et charges, et l'annexe complétant et commentant l'information donnée dans les bilan et compte de résultat.

La gérance procède, même en cas d'absence ou d'insuffisance de bénéfices, aux amortissements et provisions prévus ou autorisés par la loi.

Le montant des engagements cautionnés, avalisés ou garantis par la société est mentionné à la suite du bilan.

La gérance établit un rapport de gestion sur les opérations de l'exercice.

Le rapport de gestion de la gérance, le bilan, le compte de résultats, l'annexe, le texte des résolutions proposées et, éventuellement, le rapport du commissaire aux comptes doivent être adressés aux associés quinze jours francs au moins avant la date de l'assemblée appelée à statuer sur ces comptes.

A compter de cette communication, tout associé a la faculté de poser par écrit des questions auxquelles la gérance sera tenu de répondre au cours de l'assemblée.

Pendant le délai de quinze jours francs qui précède l'assemblée, l'inventaire est tenu, au siège social, à la disposition des associés qui ne peuvent en prendre copie.

Enfin, tout associé a droit, à toute époque, de prendre connaissance par lui-même et au siège social des comptes de résultats, des annexes, des bilans, des inventaires, des rapports soumis aux assemblées et des procès-verbaux des assemblées concernant les trois derniers exercices.

Article 21 - Affectation et répartition des bénéfices

Les produits nets de l'exercice, déduction faite des charges de l'exercice, y compris tous amortissements et provisions, constituent les bénéfices nets.

Sur ces bénéfices nets, diminués le cas échéant des pertes antérieures, sont prélevés tout d'abord les sommes à porter en réserve en application de la loi.

BC 35 BC PR

Ainsi, il est prélevé 5 % pour constituer le fonds de réserve légale. Ce prélèvement cesse d'être obligatoire lorsque le fonds de réserve atteint le dixième du capital social. Il reprend son cours lorsque, pour une raison quelconque, la réserve légale est descendue au-dessous de ce dixième.

Le bénéfice net distribuable est constitué par le bénéfice net de l'exercice, diminué des pertes antérieures et des sommes portées en réserve en application de la loi et augmenté du report bénéficiaire.

Ce bénéfice est réparti entre tous les associés proportionnellement au nombre de parts appartenant à chacun d'eux. Cependant, hors le cas de réduction de capital, aucune distribution ne peut être faite aux associés lorsque les capitaux propres sont ou deviendraient à la suite de celle-ci, inférieurs au montant du capital augmenté des réserves que la loi ne permet pas de distribuer.

Toutefois, après prélèvement des sommes portées en réserve, en application de la loi, les associés peuvent, sur proposition de la gérance, reporter à nouveau tout ou partie de la part leur revenant dans les bénéfices, ou affecter tout ou partie de cette part à toutes les réserves générales ou spéciales dont ils décident la création et déterminent l'emploi s'il y a lieu.

Les pertes, s'il en existe, sont imputées sur les bénéfices reportés des exercices antérieurs ou reportées à nouveau.

Article 22 - Dividendes, Paiement

Le paiement des dividendes doit avoir lieu dans le délai maximal de neuf mois après la clôture de l'exercice, sauf prolongation par décision de justice.

Article 23 - Capitaux propres inférieurs à la moitié du capital

Si du fait de pertes constatées dans les documents comptables, les capitaux propres de la société deviennent inférieurs à la moitié du capital social, la gérance doit, dans les quatre mois qui suivent l'approbation des comptes ayant fait apparaître cette perte, consulter les associés afin de décider s'il y a lieu à dissolution anticipée de la société.

Si la dissolution n'est pas prononcée, le capital doit être dans le délai fixé par la loi, réduit d'un montant égal au montant des pertes qui n'ont pu être imputées sur les réserves si, dans ce délai, les capitaux propres n'ont pas été reconstitués à concurrence d'une valeur au moins égale à la moitié du capital social.

La réduction du capital à un montant inférieur au minimum légal ne peut être décidée que sous la condition suspensive d'une augmentation de capital destinée à amener celui-ci au moins à ce montant minimum.

BC BS BC PN

En cas d'inobservation des prescriptions de l'un ou plusieurs des alinéas qui précèdent, tout intéressé peut demander en justice la dissolution de la société. Il en est de même si les associés n'ont pu délibérer valablement.

Toutefois, le tribunal ne peut prononcer la dissolution, si au jour où il statue sur le fond, la régularisation a eu lieu.

Article 24 - Dissolution, liquidation

A l'expiration de la société, ou en cas de dissolution, pour quelque cause que ce soit, la société entre en liquidation.

Toutefois, cette dissolution ne produit ses effets à l'égard des tiers qu'à compter du jour où elle a été publiée au registre du commerce et des sociétés. La personnalité de la société subsiste pour les besoins de la liquidation et jusqu'à la clôture de celle-ci. La mention "société en liquidation" ainsi que le nom du ou des liquidateurs doivent figurer sur tous les actes et documents émanant de la société.

La liquidation est faite par un ou plusieurs liquidateurs nommés à la majorité en capital des associés, pris parmi les associés ou en dehors d'eux.

La liquidation est effectuée conformément à la loi.

Le produit net de la liquidation est employé d'abord à rembourser le montant des parts sociales qui n'aurait pas encore été remboursé. Le surplus est réparti entre les associés, au prorata du nombre des parts appartenant à chacun d'eux.

Article 25 - Transformation de la société

La transformation de la société en société commerciale d'une autre forme ou en société civile peut être décidée par les associés statuant aux conditions de majorité et selon les modalités requises par la loi.

Article 26 - Contestations, clause compromissoire

Sous réserve des divers recours au tribunal de commerce du siège social ou à son président statuant par ordonnance sur requête ou en référé, tels qu'ils sont prévus aux statuts, toutes les contestations qui pourraient s'élever pendant la durée de la société ou au cours de sa liquidation seront soumises à un tribunal arbitral. Cette disposition vise les contestations, s'élevant soit entre les associés, la gérance et les liquidateurs et la société, soit entre les associés eux-mêmes relativement aux affaires sociales à l'exclusion des actions mettant en cause ou en discussion la validité du pacte social ou celle de la clause d'arbitrage elle-même, ainsi que des litiges relatifs à la simple cession de parts sociales entre associés, au règlement desquels la société n'est pas juridiquement intéressée.

BS BC

BL

PR

Un compromis déterminant le litige à soumettre au tribunal arbitral sera établi et signé par les deux parties ; à défaut, chacune d'elles remettra au tribunal arbitral un exposé écrit de ses prétentions, ces exposés tenant alors lieu de compromis. Si l'une des parties ne remet pas d'exposé, celui de l'autre partie sera considéré comme exprimant l'ensemble de la contestation.

Le tribunal arbitral sera composé de deux arbitres nommés par les parties et d'un tiers arbitre choisi par eux.

Si l'une des parties ne désigne pas son arbitre, celui-ci sera nommé par ordonnance du président du tribunal de commerce à la requête de l'autre partie huit jours après une mise en demeure par simple lettre recommandée avec avis de réception demeurée infructueuse.

La désignation du tiers arbitre sera faite également par ordonnance du président du tribunal de commerce à la requête de l'un des arbitres, en cas d'impossibilité par eux de le choisir huit jours après leur nomination.

En cas de décès, de refus ou d'empêchement de l'un des arbitres désignés, il sera procédé à son remplacement dans les mêmes formes que pour sa nomination.

Le tribunal arbitral procédera librement à l'instruction du litige, sans être tenu de suivre les règles applicables aux instances judiciaires ; il statuera comme amiable compositeur, en dernier ressort.

Il devra rendre sa sentence dans les quatre mois de la date d'acceptation de ses fonctions par le troisième arbitre, sauf prorogation de ce délai avec l'accord des parties.

Les honoraires des arbitres seront supportés également par les parties.

En outre, la partie qui s'opposerait à l'exécution de leur sentence supporterait seule les frais de toute nature qui en résulteraient.

Article 27 - Jouissance de la personnalité morale - Immatriculation Engagements

I - La société ne jouira de la personnalité morale qu'à dater de son immatriculation au registre du commerce et des sociétés.

En vue d'obtenir cette immatriculation, les soussignés seront tenus de souscrire et de déposer au greffe du Tribunal de Commerce du siège social la déclaration de conformité prescrite par la loi.

II - En outre, la gérance est expressément autorisée à passer et à souscrire pour le compte de la société en formation, les actes et engagements entrant dans l'objet statutaire et conformes à l'intérêt social.

BS BC

BC PR

Ces actes et engagements seront réputés avoir été souscrits dès l'origine par la société après vérification par l'assemblée des associés, postérieurement à l'immatriculation de la société au Registre du Commerce, de leur conformité avec le mandat ci-dessus défini, et au plus tard par l'approbation des comptes du premier exercice social.

III - Tous pouvoirs sont donnés à la gérance à l'effet d'accomplir toutes les formalités prescrites par la loi, et spécialement à l'effet de signer l'avis dans un journal habilité à recevoir les annonces légales dans le département du siège ainsi que la déclaration de régularité et de conformité.

Article 28 - Nomination de la gérante

Est nommée gérante de la société pour une durée illimitée :

- Madame Béatrice COCHARD

Elle déclare accepter les fonctions qui viennent de lui être conférées, et qu'il n'existe de son chef aucune incompatibilité, ni aucune interdiction, pouvant faire obstacle à sa nomination.

Article 29 - Frais

Les frais, droits et honoraires des présentes et de leurs suites incombent conjointement et solidairement aux associés au prorata de leurs apports jusqu'à ce que la société soit immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés. A compter de cette immatriculation, ils seront repris par la société, qui devra les amortir avant toute distribution de bénéfices.

FAIT A BREST
Le 22 NOV. 1996
En quatre originaux

Article 7 modifié suivant délibérations de l'A.G.E. du 22 décembre 1997.
Article 7 modifié suivant délibérations de l'A.G.E. du 6 novembre 1998.
Articles 5 et 28 modifiés suivant délibérations de l'A.G.E. du 31 mars 2000.
Articles 6 et 7 modifiés suivant délibérations de l'A.G.E. du 29 novembre 2001.
Articles 7 et 28 modifiés suivant délibérations de l'AGE du 2 décembre 2002.

COPIE CONFORME
LA GÉRANTE
B COCHARD